

Didier Lapeyronnie (1956-2020) : sociologue de terrain, penseur des marges

Didier Lapeyronnie est parti trop vite. Son décès a été un véritable choc, même si on le savait malade¹. Pour sa famille, ses collègues et ses ami.es qui l'ont côtoyé pendant des décennies en diverses circonstances, ses étudiant.es d'ici et d'ailleurs, également pour nombre de militants et d'éducateurs, de femmes et d'hommes des quartiers populaires (où il aura beaucoup traîné ses guêtres, comme il disait), pour tous ceux et celles qui l'estimaient et utilisaient ses travaux dans leur activité, cette disparition laisse un vide.

Célèbre et reconnu pour ses livres, successivement chercheur au CNRS, membre historique du CADIS, professeur à Bordeaux puis à Paris-Sorbonne, il aimait se définir avant tout comme un sociologue de terrain. De même appréciait-il de parler – de temps en temps, feignant la colère et s'en excusant presque – comme un « vieux marxiste », c'est-à-dire en termes de rapports de classes et de conflits sociaux. Il était tout cela et bien plus : son intelligence des relations sociales nourrie d'influences multiples, de Talcott Parsons et Alain Touraine à Edouard F. Thompson, sa capacité à rentrer dans la logique et la subjectivité des acteurs, la vaste érudition notamment historique (mais aussi philosophique, littéraire, cinématographique, musicale) qu'il mobilisait (ou pas : dans la seule conversation) le disputaient à un humour souvent irrésistible et un goût prononcé pour la controverse. Ces quelques pages voudraient porter la trace de ce style et penseur singuliers, en toute reconnaissance et amitié.

Inscrit en thèse à l'université de Bordeaux avec François Chazel sur *La CGT à Bordeaux : 1947-1980*, soutenue en 1983, il rentre au CNRS en 1985. À cette époque, il fait partie avec

Adil Jazouli de l'équipe de François Dubet qui enquête sur l'expérience de la « galère » aux Minguettes, Orly, Champigny, Sartrouville, et surtout Seraing. Arrivé peu après la première Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, partie des Minguettes, il y consacre son premier article dans la *Revue française de sociologie*² portant sur le caractère exceptionnel de l'événement – sa contingence toute tocquevillienne –, considéré comme la rencontre entre facteurs externes et facteurs internes. À partir de terrains et d'interventions sociologiques en Belgique, il élabore avec ses collègues un modèle de communauté ouvrière encore chevillée par une conscience de classe au nom du mouvement ouvrier et une version défensive du syndicalisme susceptible de rendre compte des différences des conduites des jeunes ouvriers échappant aux trois logiques des jeunes de la galère mises au jour en France (l'exclusion, la désorganisation et la rage). Là où ces derniers ont le sentiment de vivre dans un monde anémique, « à l'opposé, ceux de Seraing sont pris dans un système de contrôle et de régulation encore solide »³. Cette opposition sera prolongée au regard de la spécificité du rôle de l'État en France et de son rapport aux jeunes⁴. Par suite, c'est le déplacement de la question sociale aux problèmes sociaux qui fournira la thèse du livre, *Les quartiers d'exil*, publié en 1992⁵ et très discuté. « Ces quartiers dont on parle »⁶ apparaissent alors comme l'épicentre d'une « nouvelle question sociale » – y compris, par euphémisme, dans la fameuse politique de la ville, à travers le déni de la place qu'y occupent les minorités ethniques⁷.

Devenu professeur dans ce haut lieu de la sociologie française qu'est l'université de Bordeaux, en 1992, Didier Lapeyronnie participe activement au département de sociologie aux côtés de François Dubet et Charles-Henry Cuin, et à la vie académique (CNU, CNRS, etc.), tout en conduisant de nombreuses recherches (sur la Roumanie, le monde étudiant, la politique de la ville,

les opérations « Vies vacances », etc.). Il publie dans cette période deux livres « mineurs », l'un avec son ami Bernard Francq sur la sidérurgie⁸, l'autre avec Jean-Louis Marie sur l'expérience des étudiants, *Campus Blues*⁹, ainsi qu'une partie de sa thèse¹⁰.

En 1993, Didier Lapeyronnie publie son premier livre en propre, *L'individu et les minorités*¹¹. Celui-ci porte sur les transformations induites par l'entrée dans un monde postindustriel et postnational dans la redéfinition des identités collectives et le rapport aux étrangers, les immigrés et les minorités, à partir d'une analyse comparée de la France et de la Grande Bretagne basée sur des enquêtes menées dans neuf villes situées de part et d'autre de la Manche. Ce livre majeur porte sur le « processus de désintégration socio-nationale générale » de ces deux sociétés¹². Il analyse comment les individus cherchent à répondre à cette dislocation entre individualisme, renouveau de l'ethnicité et communautarisme civique. Plutôt que d'opposer terme à terme modèle d'intégration de type universaliste (ou républicain) et modèle différentialiste de type communautaire (ou civil), alors que les émeutes dans les banlieues et les *inner cities* démontraient de vraies similitudes, ou pire encore de choisir entre les deux (la défense du citoyen ou la gestion multiculturelle), Didier Lapeyronnie montrait la nécessité de réinventer une culture de la démocratie, entre les minorités et l'individu, le ghetto et le marché. Il y exposait les différences historiques dans la gestion de l'immigration, le rapport à la nation et à l'État, les définitions de la citoyenneté, les différences et complémentarités des politiques publiques et des rapports entre villes, immigrés et minorités, les dimensions de l'expérience du racisme et de la ségrégation à l'origine de la revendication de dignité et de justice, cristallisée par la confrontation jeunes/police, qui donnera lieu depuis les

années 1970 à de violentes émeutes (urbaines, anti-policières) dans les deux cas (plus spécifiquement inter-ethniques outre-Manche). Outre ces thèmes qu'il n'a cessé de creuser, on trouvait aussi une lecture croisée brillante de Simmel et Arendt (p. 90-92). Peut-être la présence de la philosophe n'est pas pour rien – si on considère aussi ses premiers travaux – dans cette idée qu'il avait chevillée au corps que la question posée à nos sociétés était celle d'un profond *déficit démocratique*.

Reconnu pour ses travaux comme « expert » dans les institutions et les médias, Didier a fortement renégocié ses engagements lors des dix ans qui ont suivi. Parfois en se lançant dans des enquêtes longues et passionnantes (sur les femmes seules ou les émissions de *Sky Rock*, *Fun radio* et *Ici maintenant*, ou encore sur l'antisémitisme dans les banlieues populaires). Restées inachevées – ou peu valorisées -, on en retrouvera trace plus tard. Il lit beaucoup ; notamment la littérature nord-américaine des années 1960 et suivantes. Il dira souvent son admiration pour *Dark ghetto* de Clarke (1966), *Tally's Corner* de Liebow (1967), *Soulside* d'Hannerz (1969), avant *Slim's table* de Duneier (1992), *Codes of the Street* d'Andersson (1999) et bien d'autres ouvrages peu connus en France. En plaisantant, il expliquait que la connaissance de ces enquêtes ethnographiques aurait rendu moins arrogante la production sociologique sur les banlieues... Est-ce de ce point de vue aussi qu'il a lu et relu Bourdieu et de nombreux sociologues s'inscrivant dans son champ intellectuel ? A-t-il été inspiré par la controverse publiée dans *l'American Journal of sociology* en 2002 avec la triple recension de Loïc Wacquant et les réponses d'Elijah Anderson, Mitchell Duneier et Katherine Newman ? ¹³ Toujours est-il qu'il publie, en 2004, un second article dans la *Revue française de sociologie*, qui fera grand bruit dans la profession. Il s'y livre à une critique frontale des derniers travaux et de la posture de Pierre Bourdieu, qu'il qualifie d'« académisme radical »¹⁴.

Peut-être une manière, elle-même « radicale », de sortir de l'entre soi et d'assumer le débat intellectuel, le conflit.

C'est dans *Ghetto urbain*¹⁵, en 2008, que Didier Lapeyronnie renoue avec ses premiers terrains et centres d'intérêts et le succès public. Si le débat sur les « cités-ghettos » défrayait la chronique depuis le début des années 1990 en France, alors que les sociologues nord-américains apparaissent plus divisés¹⁶, il propose de renouveler la lecture de la situation sociale dans les banlieues qui n'a cessé de se dégrader (comme l'ont amplement démontré les émeutes de 2005), par l'analyse des transformations sociales qui *font ghetto*. Opposé au double raisonnement refusant l'appellation de ghetto pour le cas français (un « anti-ghetto » ou « contre-sens sociologique ») pour la réserver aux États-Unis et forger le terme d'hyperghetto pour qualifier les nouvelles formes de marginalité urbaine planétaire¹⁷, il met à jour les logiques propres du ghetto considérées à partir de l'interprétation par des ambivalences des acteurs et des tensions qui en résultent : l'ambivalence de l'enfermement (« prison aux murs invisibles », écrivait Clarke) et de la protection (« cocon », refuge), la segmentation (sociale et ethnique), l'embrouille (et sa capacité à activer des chaînes de solidarité). Ces logiques s'articulent certes, s'additionnent parfois, se soustraient aussi dans certains cas, mais n'en sont pas moins distinctes. Surtout, il montre que le racisme occupe une place spécifique non seulement dans les zones de marginalité urbaine mais au sein de la société et de la culture françaises¹⁸. La restitution de ces logiques à partir d'enquêtes de terrain de plusieurs années en région parisienne et dans le Sud-Ouest débouche sur une théorie « à moyenne portée » se tenant à égale distance du modèle états-unien et de son imaginaire français – tout autant d'ailleurs que d'une lecture de l'oppression en termes de classe, de race et de genre. Cette théorie apparaît dans la figure du « décalage » ou du « désajustement » des individus « coupés en deux », entre

structure et culture, et se traduit par une profonde ambivalence entre responsabilité et victimisation leur interdisant d'être acteurs de leur vie, marqués qu'ils sont par l'image du ghetto et leur quête de la « vraie vie ».

Ainsi, la dernière partie de *Ghetto urbain* (« La race des hommes, le sexe des femmes »), la plus originale à mon sens, montre comment la situation sociale et le racisme incitent les jeunes garçons à fabriquer un monde de rôles sociaux stricts imposés parfois par la violence. D'un côté, ils s'efforcent d'expulser la sexualité du ghetto en tant qu'elle pourrait mettre en danger cette construction sociale et morale ; de l'autre, ils imposent un contrôle étroit sur les femmes, obsédés qu'ils sont par leur capacité de les trahir, empêchant toute forme de féminité dans le ghetto. Les jeunes femmes sont dans une situation inverse : si leur féminité et leur scolarité les protègent du racisme à l'extérieur du ghetto, elles souffrent à l'intérieur d'être désexualisées ; elles doivent supporter l'héritage familial qui les assigne à des rôles imposés. C'est pourquoi leur socialisation de l'adolescence à l'âge adulte va consister à se resexualiser, c'est-à-dire à se réapproprier leur corps et leur sexe. Elles seraient donc séparées d'elles-mêmes plus que les hommes, en tout cas autrement, ce qui se traduit par un sentiment d'étouffement dans la sphère familiale dans laquelle elles sont enfermées, mais aussi par des violences conjugales plus répandues que les estimations ne le laissent croire (violences systématiquement évacuées dans les discussions collectives mais longuement abordées dans les entretiens individuels). « En ce sens, si la violence envers les femmes est présente dans tous les milieux sociaux, elle s'exacerbe dans le ghetto au fur et à mesure que les individus se replient et se crispent autour de rôles traditionnels »¹⁹.

*Refaire la cité*²⁰ est né d'un désaccord sur l'interprétation du « vide politique » dans les quartiers populaires remplis – « la nature ayant horreur du vide » – par l'antisémitisme, et

plus généralement la religion et le trafic comme forme d'organisation sociale. Ce petit livre d'intervention a proposé une lecture *politique* de la question dite des « banlieues » : à problème politique, solution politique. Didier avait l'habitude de dire qu'au XIXe siècle, la question des « classes dangereuses » n'avait pas été résolue par les dames de charité mais avait trouvé sa solution dans la lutte des classes, la formation des syndicats ouvriers et la création d'une démocratie industrielle. Il en va de même aujourd'hui, écrivions-nous : « Il est urgent que les habitants deviennent des citoyens à part entière, c'est-à-dire des acteurs de la vie démocratique, quitte à nourrir une certaine dose de conflictualité. Lutter contre le chômage de masse, la délinquance et les nuisances qui pourrissent le quotidien est une nécessité ; mais, au préalable il faut refaire la cité. L'intégration politique doit être la priorité ». Près de dix ans plus tard, je ne serai pas aussi affirmatif. De nombreux travaux ont souligné l'exacerbation de la violence non seulement sociale et économique mais raciale dans ces territoires, elle-même cristallisée par la répression policière, la discrimination systémique et l'islamophobie. On en est donc loin.

Les dernières années, Didier avait accepté de présider le Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative. Quand il le pouvait, mais jusqu'au bout, il travaillait à un livre sur l'ennui. Nous en avons parlé à de nombreuses reprises. Cette expérience de l'ennui ne nous était pas étrangère, tant elle colore par moments l'ambiance des cités. Il existe des formes sociales de l'ennui, de celui *par défaut* des lascars à celui *par excès* des petits bourgeois. Mais le propos de Didier était plus large et original. Il s'agissait de considérer l'ennui comme figure inversée et alternative de la modernité, elle-même structurée par l'action – comme la science sociale naissante. D'où l'ouverture d'un vaste chantier passant par une relecture de la tradition sociologique et de cette expérience négative ou épreuve qu'est

l'ennui, manifestation directe du dilemme de l'individu contemporain, mais aussi la littérature européenne et nord-américaine, de Charles Baudelaire à Saul Bellow, et le cinéma américain et les films des années 1950 sur le mariage. Il était fasciné par cette série de portraits de femmes donnant à voir une sorte de temps de l'ennui, tel Suzon peinte par Édouard Manet, qui ouvre son livre lumineux. Avec sa publication posthume²¹, il reste une pensée singulière et le prolongement d'un échange.

Michel Kokoreff

[1](#) C'est une journaliste qui m'a appris la nouvelle en me demandant... un papier « à chaud », après un week-end également marqué par la disparition tragique de l'historien Dominique Kalifa. Il aura fallu du temps pour m'y mettre. Je remercie Muriel Darmon, Marco Oberti et Serge Paugam de m'y avoir convié.

[2](#) D. Lapeyronnie, « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue française de sociologie*, vol XXVIII, 1987, 287-318.

[3](#) F. Dubet, *La Galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987, 215.

[4](#) F. Dubet, A. Jazouli, D. Lapeyronnie, *L'État et les jeunes*, Paris, Les éditions ouvrières, 1985.

[5](#) F. Dubet, D. Lapeyronnie, *Quartiers d'exil*, Paris, Le Seuil, 1992.

[6](#) Collectif, *En marge de la ville, au cœur de la société*, Éditions L'Aube, La tour d'Aigues, 1996.

[7](#) Si la bibliographie est abondante, on citera les ouvrages de J. Donzelot et R. Castel sur ce point. Sur les critiques adressées à cette lecture au sein de la sociologie et science

politique françaises, voir notamment les travaux de S. Tissot, *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, PUF, 2009.

[8](#) D. Lapeyronnie, B. Francq, *Les deux morts de la Wallonie sidérurgique*, Bruxelles, Editions Ciaco, 1990.

[9](#) D. Lapeyronnie, J.-L Marie, *Campus Blues. Les étudiants face à leurs études*, Paris, Seuil, 1992.

[10](#) D. Lapeyronnie, *Un communisme syndical : la CGT à Bordeaux*, Paris, Arguments, 1991.

[11](#) D. Lapeyronnie, *L'individu et les minorités. La France et la Grande Bretagne face à leurs immigrés*, Paris, PUF, 1993 ; voir mon compte-rendu dans *Sociologie du travail*, XXXVII, 2/1995.

[12](#) Cet ouvrage a été publié au moment où d'autres chercheur.es développaient des travaux comparatifs sur ces deux pays, entre sociologie urbaine, science politique et anthropologie politique. Je pense en particulier à P. Le Galès, C. Neveu et A. Raulin. Les comparaisons européennes se sont élargies dans cette période à l'Italie et à l'Allemagne en particulier, et sont devenues polycentriques. Il marque en cela un tournant.

[13](#) *American Journal of sociology*, vol 107, n° 6, May 2002, 1468-1599.

[14](#) D. Lapeyronnie, « L'académisme radical ou le monologue sociologique. Avec qui parlent les sociologues ? » *Revue française de sociologie*, 2004/4, vol 45, 621-651.

[15](#) D. Lapeyronnie, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont, 2008.

[16](#) Voir notamment, L. M. Small « Four reasons to abandon the idea of "The ghetto" » , *City & community*, 7, 4, 2008, 389-398.

[17](#) L. Wacquant, *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*, Paris, La Découverte, 2006.

[18](#) Voir M. Kokoreff, « Ghetto et marginalité urbaine : lectures croisées de Didier Lapeyronnie et Loïc Wacquant », *Revue française de sociologie*, 2009, vol 50, 533-572.

[19](#) D. Lapeyronnie, *Ghetto urbain, op. cit*, 565-566.

[20](#) M. Kokoreff, D. Lapeyronnie, *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*, Paris, Seuil coll. « La République des idées », 2013.

[21](#) D. Lapeyronnie, *L'ennui, ombre de la modernité*, Paris, à paraître chez Robert Laffont. Le manuscrit initial a été préparé pour l'édition par Sandrine Rui, que je remercie pour nos échanges.